



Une inégale résistance des territoires francs-comtois à la crise

Depuis 2008, la crise a touché de façon différenciée les territoires de France métropolitaine. Les territoires spécialisés dans l'industrie ont particulièrement subi ses effets. C'est le cas en Franche-Comté, région de tradition industrielle. Entre 2006 et 2011, la croissance de l'emploi tertiaire dans les territoires de la région a souvent été insuffisante pour compenser l'ampleur des pertes d'emplois industriels. Dans ce contexte, le nombre de personnes se déclarant au chômage progresse quasiment partout. L'importance des effets de la crise, mesurée par ces évolutions de l'emploi et du chômage, dépend de plusieurs facteurs : la taille des pôles d'emploi, l'orientation tertiaire du tissu économique, l'attractivité des territoires et la proximité de certains d'entre eux avec la Suisse.

Julie Pariente, Franck Weinachter

2006-2011 : croissance insuffisante des emplois tertiaires face à l'ampleur des pertes d'emplois industriels

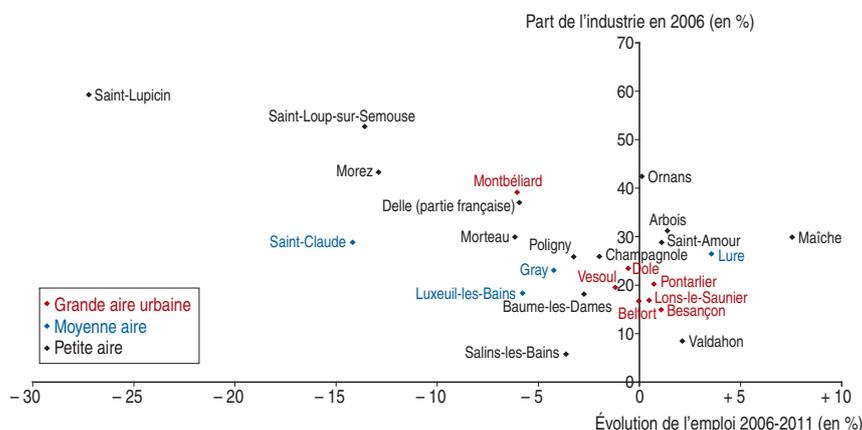
Avec un poids du secteur industriel le plus élevé des régions de France métropolitaine, la crise économique amorcée en 2008 pèse particulièrement sur les territoires francs-comtois. Entre les recensements de la population de 2006 et de 2011, le nombre de personnes se déclarant en emploi (*cf. encadré*) recule de 1,6 % dans la région tandis qu'il augmente en France de 1,9 %. La progression de l'emploi dans le secteur tertiaire ne compense pas les pertes dans l'industrie.

La population des 25-54 ans constitue le « noyau dur » de la population en âge de travailler, par la stabilité de son comportement d'entrée ou de sortie sur le marché du travail, notamment en période de contexte économique difficile. La part des actifs francs-comtois de 25-54 ans se

déclarant au chômage augmente de 1,4 point entre 2006 et 2011 pour atteindre 10,1 %. Cette progression est deux fois plus forte qu'au niveau métropolitain.

Parallèlement, la population active de 25 à 54 ans se contracte en moyenne de 0,4 % dans la région alors qu'elle augmente en France de 0,8 %. Entre 2006

1 Évolution de l'emploi selon la part du secteur industriel de 2006 en Franche-Comté



Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011

Note de lecture : Avec la part d'emploi industriel la plus élevée de la région (59 %) en 2006, la petite aire de Saint-Lupicin est l'aire qui perd le plus d'emploi entre 2006 et 2011 (-27 %)

et 2011, au-delà du renouvellement de la génération du baby-boom par une population moins nombreuse, cette évolution plus négative s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, la Franche-Comté ne dispose pas de très grandes agglomérations (Paris, Lyon, Marseille,...), rares espaces urbains en croissance économique sur la période et attractifs pour cette tranche d'âge. D'autre part, le taux d'activité en Franche-Comté progresse moins rapidement qu'en France.

Les territoires francs-comtois ne sont pas égaux pour faire face à ces évolutions, selon leur orientation économique et leur inscription dans un contexte de déclin ou de croissance démographique. Les pôles d'emploi et leur zones d'influence, qualifiés ici de « grandes aires urbaines », « moyennes aires » et « petites aires » en fonction de leur taille (cf. définitions), résistent généralement d'autant mieux à l'érosion de l'emploi que le poids du secteur industriel est faible avant la crise. Certains territoires résistent mieux aux effets de la crise grâce à leur proximité avec la Suisse ou à l'importance du secteur « administration publique, enseignement, santé, action sociale » dans leur économie. L'évolution de la part des chômeurs doit s'interpréter au regard de l'évolution de l'emploi offert par le territoire ou les territoires voisins et de la dynamique démographique à l'œuvre. Dans certains territoires, le recul de la population active peut contribuer à limiter la hausse du chômage. Par exemple, la proportion de chômeurs dans la population active des 25-54 ans dans l'aire urbaine de Montbéliard, où l'emploi a reculé de 6 %, n'a pas augmenté plus vite que dans les aires urbaines de Besançon et de Pontarlier, où l'emploi et la population active ont augmenté. Dans le sud du Jura et dans le nord de la Haute-Saône, le recul de la population et de la population active est très fort.

Dans le sud Jura, la population active a même diminué plus vite que la population dans les aires de Saint-Claude, de Saint-Lupicin et de Morez. Dans ces territoires, la crise économique se conjugue avec le déclin démographique.

Parmi les grandes aires urbaines les plus industrielles de la région, Pontarlier est la seule à résister à la crise

Dans l'aire urbaine de Pontarlier, où la part de l'emploi industriel reste relativement élevée, l'emploi total progresse de 0,7 % grâce au dynamisme de la construction et du secteur tertiaire. L'aire urbaine de Pontarlier est attractive pour les hommes âgés de 25 à 54 ans, grâce à sa proximité avec la Suisse et aux emplois qui y sont offerts. Le « noyau dur » (25-54 ans) de la population active progresse ainsi de + 2,7 % dans cette aire. La part des ouvriers dans l'emploi total, déjà particulièrement élevée (35 % en 2006, la plus élevée des grandes aires de la région après Montbéliard), se maintient grâce au travail frontalier. La part des actifs de 25-54 ans se déclarant au chômage lors du recensement reste la plus faible des grandes aires urbaines régionales (8,3 % en 2011).

Les trois aires urbaines de Montbéliard, Dole et Vesoul, davantage tournées vers l'industrie que les autres grandes aires de la région, enregistrent un recul de leur emploi total entre 2006 et 2011. En raison d'un tissu industriel très spécialisé dans l'automobile, particulièrement touché par la crise, l'aire urbaine de Montbéliard subit la plus forte diminution de l'emploi parmi les grandes aires urbaines de Franche-Comté (- 6 %), malgré une progression de l'emploi tertiaire (+ 3,2 %). De plus, elle connaît un déficit d'attractivité. La population des 25-54 ans diminue de 4,6 % et la population active correspondante de

3,9 %. En lien avec les évolutions sectorielles de l'emploi, la part des ouvriers parmi les travailleurs recule de 2,3 points sur la période, passant de 37,6 % à 35,3 %. L'emploi recule dans une moindre mesure dans les aires urbaines de Vesoul (- 1,2 %) et de Dole (- 0,6 %). Dans l'aire urbaine de Vesoul, les pertes d'emploi dans l'industrie et dans le secteur agricole ne sont pas compensées par la progression des autres secteurs. Dans l'aire urbaine de Dole, le recul de l'emploi industriel dépasse les gains du secteur « administration publique, enseignement, santé, action sociale » (+ 7 %). Les autres secteurs évoluent peu.

L'orientation tertiaire des aires urbaines de Besançon, Lons-le-Saunier et Belfort limite les effets de la crise sur l'emploi

Dans l'aire urbaine de Besançon, la population active des 25-54 ans progresse très légèrement (+ 0,2 %) et l'emploi plus fortement (+ 1,1 %) entre 2006 et 2011. Ces évolutions se situent dans la moyenne des aires urbaines ayant une capitale régionale offrant moins de 210 000 emplois. Avec seulement 14,9 % des emplois dans l'industrie en 2006 et une perte moins forte que dans les autres grandes aires urbaines de la région, les effets de la crise sont moins marqués dans l'aire urbaine bisontine. Le développement de l'emploi dans le secteur tertiaire se poursuit (+ 3,3 %), en particulier dans le secteur « administration publique, enseignement, santé, action sociale ». Si l'emploi augmente, le chômage progresse lui aussi. Les emplois créés profitent à la fois aux actifs résidant dans l'aire urbaine et à ceux venant de l'extérieur.

Dans les aires urbaines de Lons-le-Saunier et Belfort, la part du secteur « administration publique, enseignement, santé, action sociale » est supérieure à la moyenne des

2

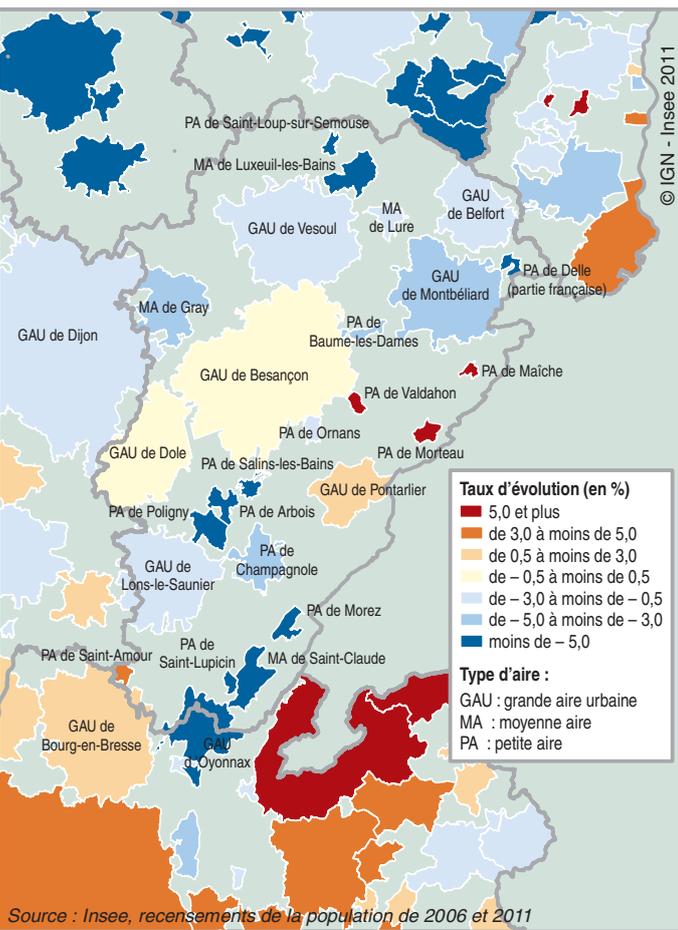
L'aire urbaine de Besançon est moins affectée par la crise

Principales évolutions entre 2006 et 2011 dans les grandes aires urbaines régionales

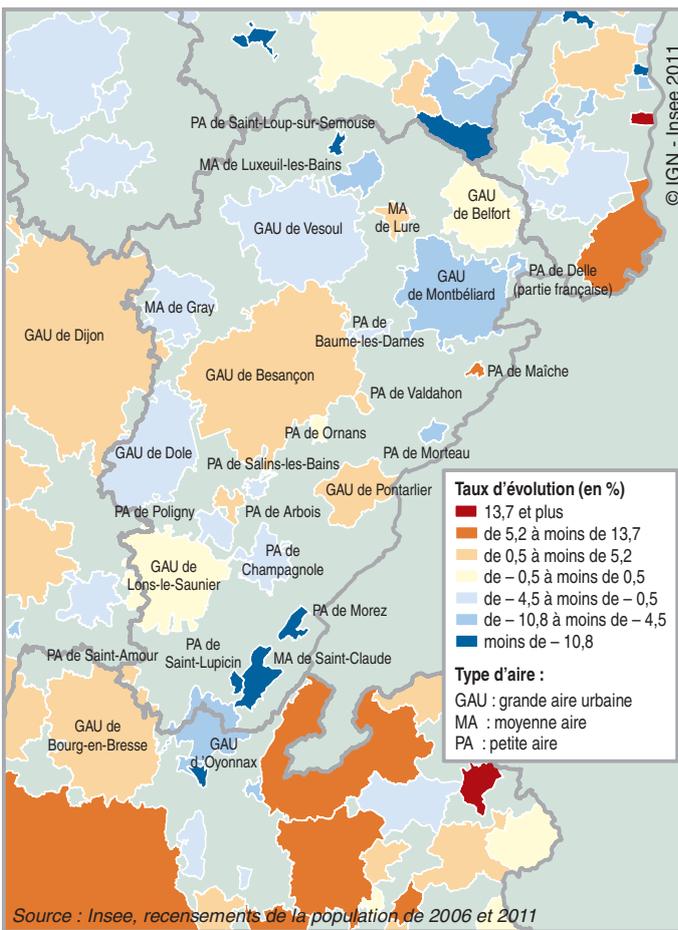
Nom de l'aire urbaine	Évolution du nombre d'emplois 2006-2011 (en %)	Part de l'industrie en 2011 (en %)	Part du tertiaire en 2011 (en %)	Évolution de la population 25-54 ans 2006-2011 (en %)	Évolution de la population active 25-54 ans (en %)	Évolution part des chômeurs parmi actifs 25-54 ans 2006-2011 (en point)
Besançon	+ 1,1	13,5	79,5	- 0,9	+ 0,2	+ 1,5
Montbéliard	- 6,0	33,5	59,5	- 4,6	- 3,9	+ 1,1
Belfort	0,0	14,7	78,9	- 2,0	- 1,5	+ 1,8
Dole	- 0,6	20,6	69,5	- 1,1	+ 0,4	+ 1,2
Vesoul	- 1,2	17,5	74,7	- 3,3	- 2,2	+ 1,5
Lons-le-Saunier	+ 0,5	15,0	73,9	- 3,3	- 2,8	+ 1,4
Pontarlier	+ 0,7	17,3	72,2	+ 1,1	+ 2,7	+ 1,2
Moyenne française des grandes aires urbaines offrant moins de 210 000 emplois	+ 0,8	14,3	76,2	- 1,9	- 0,5	+ 1,1

Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011

3 Évolution de la population active de 25 à 54 ans dans les aires de Franche-Comté entre 2006 et 2011



4 Évolution de l'emploi dans les aires de Franche-Comté entre 2006 et 2011



grandes aires de la région et celle de l'industrie est au contraire plus faible. Dans ces deux aires urbaines, l'emploi évolue peu. Dans l'aire urbaine de Lons-le-Saunier, la progression de l'emploi dans les secteurs agricole et tertiaire compense sa baisse dans l'industrie et la construction. Dans l'aire urbaine de Belfort, les pertes d'emploi du secteur industriel sont compensées par la progression des autres secteurs. Cette stabilité de l'emploi s'accompagne pourtant de la plus forte augmentation de la part de chômeurs au sein des grandes aires urbaines de la région. En effet, la conjoncture économique défavorable dans les pôles d'emplois voisins se répercute aussi sur les actifs résidant dans l'aire urbaine de Belfort. En 2011, 12,9 % des actifs de 25-54 ans de l'aire urbaine de Belfort sont au chômage, part la plus importante des grandes aires de la région.

La crise atteint davantage les moyennes aires de la région

La crise économique a encore plus durement touché les moyennes aires, tant au niveau national que régional. L'emploi recule en moyenne de 5,4 % entre les recensements de la population de 2006 et de 2011 dans les aires de Gray, Lure,

Luxeuil-les-Bains, et Saint-Claude contre 1,1 % dans l'ensemble des moyennes aires françaises.

La situation de Saint-Claude et de son aire d'influence s'est particulièrement dégradée durant la période en raison de sa spécialisation dans des domaines particulièrement touchés par la crise (mécanique, métallurgie, plasturgie) et d'une diminution forte de sa population (-9,1 %). En cinq ans, l'emploi industriel recule de 25,2 %. L'emploi du secteur « commerce, transports, services divers » baisse quant à lui de 28,5 %. Seul le secteur « administration publique, enseignement, santé, action sociale » gagne des emplois. Au total, l'emploi chute de 14,2 % entre 2006 et 2011. Dans ce contexte, et malgré une baisse de la population active des 25-54 ans, la part des actifs de cette tranche d'âge se déclarant au chômage progresse de 5,4 points entre 2006 et 2011 pour atteindre 15,1 %.

Dans l'aire de Luxeuil-les-Bains, l'emploi se contracte de 5,8 % entre 2006 et 2011, principalement sous l'effet du recul de l'emploi du secteur « administration publique, enseignement, santé, action sociale », premier secteur employeur de la zone. Son poids recule de 2,3 points en cinq ans, pour s'établir à 43,5 % des

emplois en 2011. L'emploi industriel, moins présent, diminue comme partout ailleurs. À l'image de Saint-Claude, la population totale des 25-54 ans ainsi que la population active de cette même tranche d'âge, diminuent (respectivement de -7,2 % et de -6,7 %). En 2011, 13 % des actifs de 25-54 ans sont au chômage, contre 10,8 % en 2006.

Dans l'aire de Gray, le secteur « commerce, transports, services divers » et « agriculture, sylviculture, pêche » reste stable, tandis que les autres secteurs perdent des emplois, en particulier celui de la « construction ». Entre 2006 et 2011, l'emploi total recule de 4,2 % et le nombre d'actifs de 25-54 ans se replie de 4,9 %.

Meilleure résistance de l'emploi dans l'aire de Lure

La moyenne aire de Lure se distingue des trois autres : elle est la seule pour laquelle l'évolution de l'emploi est favorable. Se situant au milieu de trois grandes aires urbaines, sa position centrale a été renforcée par le développement des infrastructures routières. Enfin, les emplois créés dans le secteur tertiaire sont quasiment deux fois plus importants que ceux détruits dans le secteur industriel durant ces cinq années.

Le secteur « administration publique, enseignement, santé, action sociale » est le plus dynamique. Sa part dans l'emploi total progresse de 4,8 points pour s'établir à 34,4 % en 2011, juste derrière le secteur « commerce, transports, services divers », premier employeur de la zone.

Entre 2006 et 2011, le recul de la population active des 25-54 ans est moins prononcé (-2,9 %) que dans les autres moyennes aires de la région. Les emplois créés ne profitent pas nécessairement aux résidents : plus de la moitié des emplois de l'aire de Lure est occupé par des actifs résidant ailleurs. Ainsi, en dépit de la progression de l'emploi, la part des chômeurs parmi les actifs de 25-54 ans habitant dans l'aire de Lure progresse fortement pour atteindre près de 14 % en 2011.

Situations économiques hétérogènes dans les petites aires

La situation des quatorze petites aires de la région recouvre des évolutions diverses. Celles de Maïche et de Valdahon résistent mieux que les autres. À l'inverse, la situation des aires de Morez, Saint-Lupicin et Saint-Loup-sur-Semouse se dégrade davantage. Dans l'aire de Maïche, l'emploi progresse entre 2006 et 2011, en lien avec la croissance

Le recensement de la population, une source pour mesurer l'impact de la crise sur les territoires

La méthode de recensement de la population a été rénovée en 2004. À la collecte exhaustive qui avait lieu tous les huit ou neuf ans se substitue désormais une enquête réalisée chaque début d'année. Elle concerne successivement toutes les communes au cours d'une période de cinq ans. Le recensement de la population millésimé 2006 (RP 2006) a ainsi été élaboré à partir des enquêtes réalisées de 2004 à 2008. Avec la diffusion du RP 2011, qui cumule celles de 2009 à 2013, deux millésimes peuvent pour la première fois être directement comparés puisque constitués chacun à partir de cinq enquêtes annuelles distinctes. De plus, la dernière grande crise économique ayant démarré au deuxième semestre 2008, confronter les résultats de ces deux millésimes du RP permet d'analyser à un niveau géographique relativement fin les grands changements intervenus avant et pendant la crise sur la population active et l'emploi.

Le recensement est déclaratif et les questions des enquêtes sont nécessairement simples et courtes. Les résultats sur le chômage ne se situent pas dans le cadre de la définition du bureau international du travail (BIT). Ils permettent cependant de mesurer les évolutions et de faire des comparaisons spatiales à un niveau fin.

Dans cette étude, on se limite au champ des actifs de 25 à 54 ans de France métropolitaine afin de mesurer l'impact de la crise sur le « noyau dur » de la population active. À des âges où la très grande majorité des personnes sont en emploi ou en recherche d'emploi, on analyse ainsi les effets directs de la crise sur l'activité. Dans un contexte économique difficile, les plus jeunes et les plus âgés sont eux davantage susceptibles de modifier leur comportement en entrant ou sortant plus ou moins tardivement de la vie active. À titre d'illustration, la population active des 55-64 ans a crû très fortement entre 2006 et 2011 (+25,2 %), sous le double effet des hausses démographique et des maintiens en activité.

de la population et celle du travail frontalier. Dans ce contexte favorable, la participation au marché du travail s'accroît, entraînant une forte hausse de la population active tandis que le chômage diminue. La part des chômeurs parmi les actifs de 25-54 ans est la plus faible de la région s'établissant à 6,4 %.

Entre 2006 et 2011, dans l'aire de Valdahon, la population active de 25-54 ans augmente (+13,5 %) et la part de chômeurs de cette

tranche d'âge diminue. Le taux d'activité des 25-54 ans, en particulier celui des femmes, affiche la plus forte progression parmi les petites aires. Grâce aux augmentations du contingent militaire, l'emploi du secteur « administration publique, enseignement, santé, action sociale », déjà structurellement très présent, progresse et compense les pertes observées dans les autres secteurs d'activité.

Morez, Saint-Lupicin, Saint-Loup-sur-Semouse, les trois petites aires urbaines les plus touchées par la baisse de l'emploi, sont aussi les plus industrielles de la région. De plus, elles ne peuvent pas tirer profit de leur entourage, étant toutes trois « isolées » géographiquement ou à proximité d'autres aires perdant des emplois.

Dans ces trois zones, entre 2006 et 2011, le chômage des résidents augmente plus rapidement qu'ailleurs dans la région. La situation dégradée de l'emploi s'accompagne également d'une baisse importante de la population active, baisse s'échelonnant de -7,2 % à Saint-Lupicin à -12,3 % à Saint-Loup-sur-Semouse. ■

Définitions

Aire urbaine ou « grande aire urbaine » : ensemble de communes constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. La notion d'aire urbaine permet ainsi de définir un concept de grande ville ou métropole à l'aide d'une approche fonctionnelle et économique.

De la même façon sont définies les **moyennes aires** (pôle de 5 000 à 10 000 emplois) et les **petites aires** (pôle de 1 500 à 5 000 emplois). Les **communes multipolarisées** sont des communes situées hors des aires, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles. Les autres communes en dehors des aires sont les **communes isolées, hors influence des pôles**.

Métropolisation : processus de renforcement de la puissance des grandes métropoles par l'accroissement de la population, de la densité des réseaux de communication, de la concentration d'organismes de commandement (économique, politique, culturel...) et de fonctions tertiaires supérieures. Elle conduit à des recompositions territoriales, tant au plan interne des ensembles urbains concernés que sur celui de leurs relations externes.

Pour en savoir plus

- Borzic M., Le Jeannic T. « En matière d'emploi, les métropoles ont davantage résisté à la crise » Insee Première n° 1503, juin 2014
- Adrover S., Vivas É. « Décrochage de l'économie franc-comtoise depuis dix ans », Insee Franche-Comté, L'essentiel n° 154, juin 2014



Insee Franche-Comté
8 rue Louis Garnier
CS 11997
25020 BESANÇON CEDEX

Directeur de la publication :
Patrick Pétour

Rédactrice en chef :
Nellie Rodriguez

Mise en page :
L. Bouillon, S. Gille-Meignier, Y. Naulin

Crédit photo :
D. Cesbron, CRT, L. Cheviet

ISSN : en cours

Dépôt légal : juin 2014

© Insee 2014